



groupe-nsk.com

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

**ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL  
FRANCE COMPÉTENCES  
6, rue du Général AUDRAN  
92400 COURBEVOIE**

**NSK AUDIT**  
11 rue de Mogador  
75009 Paris  
T. +33 (0)1 42 601 606

**Expertise comptable | Commissariat aux comptes**  
Inscrite au tableau de l'Ordre de Paris IDF  
et sur la liste établie par la H2A  
SAS au capital de 1 000 000 €  
RCS Paris B 391 857 760 | APE 6920Z

**Etablissement Public National France compétences**  
Siège social : 6, rue du Général Audran - 92 400 COURBEVOIE

**Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels**  
Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux administrateurs,

### **1 - Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Etablissement Public National France compétences relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Etablissement public National à la fin de cet exercice.

### **2 - Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel de l'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

**3 - Observations**

Sans remettre en cause l'expression exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les faits significatifs décrits dans l'annexe des comptes annuels :

- Partie « Situation nette négative » : l'Etablissement Public National expose :  
« La perte de l'exercice conduit à une situation nette négative cumulée de 9.5 milliards d'euros au 31 décembre 2023.  
Afin de faire face à son passif exigible, France compétences a de nouveau sollicité ses partenaires bancaires et recouru à l'emprunt. »

**4 - Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**5 - Vérification des documents adressés aux membres du Conseil d'administration**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels.

**6 - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relative aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent des erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Etablissement public national à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévue de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été examinés par la Commission audit et finances de votre Etablissement Public National.

## **7 - Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 17 juin 2024

**Le Commissaire aux Comptes  
NSK AUDIT**



Manuel Navarro

**BILAN GLOBAL AU 31 DECEMBRE 2023**

<b>ACTIF</b>	<b>2023</b>			<b>2022</b>
	<b>Valeurs brutes</b>	<b>Amort. &amp; provisions</b>	<b>Valeurs nettes</b>	<b>Valeurs nettes</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles	20 959 144	15 883 963	5 075 181	3 891 604
Immobilisations corporelles	975 687	609 369	366 318	425 538
Immobilisations financières	-	-	-	20 000
<b>TOTAL 1</b>	<b>21 934 831</b>	<b>16 493 331</b>	<b>5 441 500</b>	<b>4 337 141</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b><u>CREANCES D'EXPLOITATION</u></b>				
Adhérents et comptes rattachés	1 097 071 452	-	1 097 071 452	1 680 735 377
Subventions à recevoir	23 040	-	23 040	2 771 532
Créances fiscales & sociales	56 302	-	56 302	50 814
Autres créances	115 947	-	115 947	494 147
<b><u>COMPTES FINANCIERS</u></b>				
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Disponibilités	1 491 072 228	-	1 491 072 228	2 512 989 316
<b><u>COMPTES DE REGULARISATION</u></b>				
Charges constatées d'avance	2 447 005	-	2 447 005	1 136 203
<b>TOTAL 2</b>	<b>2 590 785 974</b>		<b>2 590 785 974</b>	<b>4 198 177 388</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>2 612 720 805</b>	<b>16 493 331</b>	<b>2 596 227 473</b>	<b>4 202 514 530</b>

**BILAN GLOBAL AU 31 DECEMBRE 2023**

PASSIF	2023	2022
<b>FONDS PROPRES</b>		
Réserves	-	-
Report à nouveau	- 7 724 457 573	- 7 178 587 873
Résultat de l'exercice	- 1 744 728 498	- 545 869 700
<b>TOTAL 1</b>	<b>- 9 469 186 071</b>	<b>- 7 724 457 573</b>
<b>FONDS DEDIES</b>		
Fonds dédiés	-	-
<b>TOTAL 2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES &amp; CHARGES</b>		
Provisions pour Financement de la Formation Continue	5 053 191	5 053 191
Provisions pour autres risques et charges	1 179 094	1 027 462
<b>TOTAL 3</b>	<b>6 232 284</b>	<b>6 080 652</b>
<b>DETTES</b>		
<b>DETTES FINANCIERES</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	848 920 000
Emprunts et dettes financières diverses	19 479	3 749 712
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
Adhérents et comptes rattachés	12 051 435 671	11 062 248 197
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 674 994	4 160 160
Dettes fiscales et sociales	2 051 117	1 813 382
Autres dettes	-	-
<b>COMPTE DE REGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance	-	-
<b>TOTAL 4</b>	<b>12 059 181 261</b>	<b>11 920 891 451</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>2 596 227 473</b>	<b>4 202 514 530</b>

## DETAIL DU BILAN ACTIF

<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>21 934 831</b>
-------------------------	-------------------

<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>20 959 144</b>
- Logiciels	16 672 593
- SI commun ATPro	3 523 412
- Immobilisations en cours	-
- Avances et acomptes	763 139
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>975 687</b>
- Agencements, Aménagements & installation	176 644
- Matériel de bureau et informatique	765 137
- Mobilier de bureau	33 907
- Avances et acomptes	-
<b>Immobilisations financières</b>	<b>-</b>
- Dépôts de garantie versés	-

<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>2 590 785 974</b>
------------------------	----------------------

## CREANCES D'EXPLOITATION

<b>Adhérents et comptes rattachés</b>	<b>1 097 071 452</b>
- Contributions Form. Prof. & apprent. OPCO à rec.	9 726 744
- Contributions URSSAF Caisse nationale à recevoir	998 906 043
- Contributions CCMSA à recevoir	59 681 786
- Contributions CPS Saint Pierre et Miquelon à recevoir	344 906
- Contributions travailleurs indépendants à recevoir	9 498 148
- RAN CIF CDI & CDD à recevoir	1 261 914
- Excédents de trésorerie à recevoir	17 651 911
<b>Subventions à recevoir</b>	<b>23 040</b>
- Subvention à recevoir ERASMUS	23 040
<b>Créances fiscales et sociales</b>	<b>56 302</b>
- Créances sociales à recevoir	56 302
- Créances fiscales à recevoir	-
<b>Autres créances</b>	<b>115 947</b>
- Autres créances: redevances SI AT Pro	115 947

## COMPTE FINANCIERS

<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>-</b>
<b>Disponibilités</b>	<b>1 491 072 228</b>
- Trésor Public/Fonctionnement	3 488 969
- Trésor Public/Intervention	1 482 550 679
- Bred Fonctionnement	4 715 171
- Caisse Epargne IDF Gestion emprunt	317 408

## **COMPTES DE REGULARISATION**

<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>2 447 005</b>
- Locations mobilières	16 800
- Locations immobilières	194 109
- Charges locatives	53 507
- Maintenance	9 381
- Assurances	26 517
- Abonnements documentation	11 333
- Frais PTT-TELECOM	3 608
- Déplacements	91
- Taxe foncière	16 319
- Médecine du travail	9 828
- Licences	240 241
- Intérêts	2 382
- Avances marché CEP 2024	1 862 889

## DETAIL DU BILAN PASSIF

<b>FONDS PROPRES</b>	<b>- 9 469 186 071</b>
----------------------	------------------------

<b>Réserves</b>	-
Report à nouveau	- 7 724 457 573
Résultat	- 1 744 728 498

<b>FONDS DEDIES</b>	-
---------------------	---

<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>6 232 284</b>
---	------------------

<b>Sur opérations du FPSPP</b>	<b>5 053 191</b>
- Pôle emploi	2 674 395
- CPF Régions	2 378 795

<b>Autres provisions pour risques et charges</b>	<b>1 179 094</b>
- Provision pour indemnité de départ à la retraite	903 094
- Provision pour litiges	276 000

<b>DETTES</b>	<b>12 059 181 261</b>
---------------	-----------------------

### **DETTES FINANCIERES**

<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>	-
---	---

<b>Emprunts et dettes financières diverses</b>	<b>19 479</b>
- Intérêts courus	19 479

### **DETTES D'EXPLOITATION**

<b>Adhérents et comptes rattachés</b>	<b>12 051 435 671</b>
- Compte Personnel de Formation à payer	742 754 305
- Conseil en Evolution Professionnelle à payer	27 336 662
- Dotation Projets de Transition Professionnelle à payer	264 105 997
- Alternance permis de conduire apprentis à payer	4 414 861
- Alternance péréquation inter-branches 2022 à payer	2 405 052 762
- Alternance péréquation inter-branches 2023 à payer	6 360 442 899
- Alternance CNFPT à payer	12 899 823
- Dotation Alternance à payer	1 099 972 560
- Dotation PDC-50 à payer	269 795 370
- Dotation PIC	800 000 000
- Contributions Saint Pierre et Miquelon à reverser	344 906
- Contributions intermittents du spectacle à reverser	19 972 912
- Estimation frais de gestion 2022 et 2023 CCMSA	1 495 312
- Cotisations CCCA-BTP à reverser	9 118 387
- Contributions FAF TI à reverser	33 728 915

<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>5 674 994</b>
- Fournisseurs de gestion	4 208 073
- Fournisseurs factures non parvenues	1 242 258
- Fournisseurs immobilisations factures non parvenues	224 663
 <b>Dettes fiscales et sociales</b>	 <b>2 051 117</b>
- Personnel, rémunérations dues & avances	49 414
- Dettes sur CSE	13 512
- Dettes sur congés payés	567 087
- Dettes CET	238 646
- Dettes RTT	54 778
- Sécurité sociale	283 572
- Caisses de retraites, mutuelle, prévoyance	164 080
- Fonds pour Insertion des Personnes Handicapées	15 000
- Charges sociales sur congés payés	263 389
- Charges sociales sur CET	110 573
- Charges sociales sur RTT	25 626
- Charges fiscales sur congés payés	107 178
- Prélèvements à la source	67 483
- Taxe sur les salaires	90 778

### **COMPTES DE REGULARISATION**

#### **Produits constatés d'avance**

-

**COMPTE DE RESULTAT EN LISTE AU 31 DECEMBRE 2023**

<b>COMPTE DE RESULTAT EN LISTE</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>PRODUITS D'ACTIVITE</b>	<b>12 922 246 248</b>	<b>15 009 989 654</b>
Dotations Etat	1 826 978 528	4 000 000 000
Contributions tardives OPCO	40 561 540	219 291 094
Contributions recouvrées URSSAF Caisse nationale	10 393 892 390	9 641 819 310
Contributions recouvrées CCMSA	317 283 175	283 765 701
Contributions recouvrées CPS SP&M	344 906	296 932
Frais de gestion URSSAF CN et CCMSA	- 53 475 686	- 52 239 674
Contributions des FAF TI à reverser	318 446 774	336 705 086
Contributions au titre du 1% CEP	3 682 517	4 516 695
Contributions au titre du 11% CPF	37 066 787	44 248 489
Contributions au titre du PDC -50 à reverser	-	13 914 149
Reports à nouveau sections CIF CDI & CDD	5 255 210	60 799 348
Excédents financiers OPCO, AT Pro et FAF TI	21 787 641	449 418 609
Autres produits d'intervention France compétences	10 422 465	5 511 043
FPSPP Subventions et autres produits	-	1 942 871
<b>CHARGES D'ACTIVITE</b>	<b>14 659 862 310</b>	<b>15 551 018 995</b>
Plan d'investissement dans les compétences (PIC)	800 000 000	1 684 000 000
Projets de transition professionnelle	612 164 381	537 169 070
Conseil en évolution professionnelle (CEP)	72 985 046	68 072 656
Alternance fonds régions fonctionnement & investissements CFA	318 097 700	318 097 700
Alternance permis de conduire apprentis	37 937 144	36 908 159
Alternance CNFPT	12 900 061	11 213 711
Alternance dotation FC	3 626 790 192	3 689 159 308
Alternance péréquation inter-branches	6 289 539 311	6 063 432 412
Compte Personnel de Formation	1 838 615 741	2 085 620 389
PDC -50	553 700 425	565 983 085
Reversement aux FAF TI	335 170 509	336 705 086
Autres reversements	136 119 542	129 826 830
Autres charges d'intervention France compétences	2 757 438	2 436 486
Abondement au Fonctionnement	23 084 820	22 394 101
<b>RESULTAT D'ACTIVITE</b>	<b>- 1 737 616 062</b>	<b>- 541 029 341</b>
<b>PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>23 150 860</b>	<b>23 196 769</b>
Produits de fonctionnement prélevés sur les contributions	23 084 820	22 394 101
Autres produits de fonctionnement	66 040	802 668
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>21 390 688</b>	<b>19 597 999</b>
Achats et charges externes	8 724 920	9 086 495
Impôts et taxes	838 044	744 927
Charges de personnel	8 844 480	7 918 490
Dotations aux amortissements et provisions	2 983 244	1 848 087
<b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 760 172</b>	<b>3 598 770</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>- 1 735 855 890</b>	<b>- 537 430 571</b>
Produits financiers	-	-
Charges financières	9 280 307	8 666 920
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>- 9 280 307</b>	<b>- 8 666 920</b>
Produits exceptionnels	470 510	789 296
Charges exceptionnelles	62 811	561 506
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>407 699</b>	<b>227 790</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>- 1 744 728 498</b>	<b>- 545 869 700</b>

## DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT

PRODUITS D'ACTIVITE	12 922 246 248
- Dotations Etat	1 826 978 528
- dans le cadre de la LF 2023	1 596 000 000
- crédits PIC non consommés	230 978 528
- Contributions tardives des OPCO	40 561 540
- Formation professionnelle & apprent.	36 148 537
- CPF	4 413 003
- Contributions recouvrées URSSAF Caisse nationale:	10 393 892 390
- Contributions form. Prof. & apprent.	10 239 379 095
- Contributions intermittents du spectacle	63 976 442
- Contributions salariés part. employeurs	15 539 836
- Cotisations CCCA-BTP	74 997 018
- Contributions form. Prof. & apprent.recouvrées CCMSA	317 283 175
- Contributions form. Prof. & apprent.recouvrées CPS SP&M	344 906
- Frais de gestion des organismes de recouvrement	- 53 475 686
- URSSAF Caisse nationale	- 51 980 374
- CCMSA (2022 et 2023)	- 1 495 312
- Contributions des FAF TI à reverser	318 446 774
- Contributions des FAF TI au titre du CEP	3 682 517
- Contributions des FAF TI au titre du CPF	37 066 787
- Contributions au titre du PDC -50 à reverser	-
- Reliquats RAN CIF	5 255 210
- Excédents financiers OPCO, AT Pro, FAF TI	21 787 641
- Autres produits d'activité France compétences	10 422 465
- Redevances AT Pro SI commun	510 000
- Versements Trésor Public	5 253 557
- Versements spécifiques PE	4 658 908
CHARGES D'ACTIVITE	14 659 862 310
- Plan d'investissement dans les compétences (PIC)	800 000 000
- Projets de transition professionnelle	612 164 381
- Dotation France compétences	501 116 584
- Dotation exceptionnelle	111 047 797
- Conseil en évolution professionnelle (CEP)	72 985 046
- Alternance fonds régions fonctionnement & investissements CFA	318 097 700
- Au titre du fonctionnement	138 000 200
- Au titre de l'investissement	180 097 500

- Alternance permis de conduire apprentis	37 937 144
- Alternance CNFPT	12 900 061
Alternance dotation France compétences	3 626 790 192
- Alternance péréquation inter-branches	6 289 539 311
- Péréquation inter-branches 2023	6 360 442 899
- Ajust. définitif péréq. Inter-branches 2022	- 70 903 588
- Compte Personnel de Formation	1 838 615 741
- PDC -50	553 700 425
- Dotation France compétences	553 700 425
- Versements aux FAF TI	335 170 509
- Versements contributions	318 446 774
- Dotation exceptionnelle	16 723 735
- Autres reversements	136 119 542
- Contributions intermittents du spectacle	60 777 619
- Cotisations CCCA-BTP	74 997 017
- Contributions SP&M	344 906
- Autres charges d'intervention France compétences	2 757 438
- AT Pro SI commun	2 757 438
- Abondement au fonctionnement	23 084 820

<b>PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>23 150 860</b>
-----------------------------------	-------------------

- Produits de fonctionnement prélevés sur les contributions	23 084 820
- Autres produits de fonctionnement	66 040
- Reprise sur provision de fonctionnement	43 000
- Subvention de fonctionnement	23 040

<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>21 390 688</b>
----------------------------------	-------------------

<b>Achats et charges externes</b>	<b>8 724 920</b>
- Fournitures non stockables	22 001
- Fournitures entretien & petit équipement	26 185
- Fournitures administratives	15 426
- Autres fournitures	20 909
- Sous traitances	69 152
- Locations immobilières	746 971
- Charges locatives	194 484
- Locations mobilières	68 796
- Hébergement sites	878 390
- Entretien, réparation & maintenance	485 126
- Assurances	28 967
- Documentations- séminaires - colloques	294 917
- Etudes	99 570
- Personnel extérieur et personnel détaché	941 620
- Honoraires	2 828 477
- Relations presse, communication	9 204
- Voyages et déplacements	16 264

<b>Achats et charges externes (suite)</b>	
- Frais de mission et réception	18 429
- Frais postaux & communication	123 289
- Services bancaires	1 230 329
- Commissions engagement: 1 227 500 €	
- Autres frais bancaires => 2 829 €	
- Formation du personnel	137 039
- Redevances, concessions, brevets	469 373
<b>Impôts et taxes</b>	<b>838 044</b>
- Taxe sur les salaires	677 098
- Charges fiscales / congés payés	15 947
- Taxes diverses	144 999
<b>Charges de personnel</b>	<b>8 844 480</b>
- Rémunérations	5 506 002
- Provision congés payés	93 070
- Provision C.E.T	44 733
- Provision RTT	- 7 409
- Indemnités et avantages divers	219 814
- Comité Social et économique	41 303
- Charges sociales & autres charges de personnel	2 946 967
<b>Dotations aux amortissements et provisions</b>	<b>2 983 244</b>
- Dotations aux amortissements	2 788 612
- Dotations aux provisions	194 632

<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	-
----------------------------	---

<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>9 280 307</b>
----------------------------	------------------

- Commissions de non utilisation	3 308 551
- Intérêts bancaires	5 971 756

<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>470 510</b>
-------------------------------	----------------

- Régularisations X art 39	387 022
- Régularisation dépôt de garantie FPSPP	83 455
- Autres	33

<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>62 811</b>
--------------------------------	---------------

- Régularisations antérieures URSSAF	31 533
- Régularisations antérieures FPSPP solde FSE	30 907
- Autres	371

## ANNEXES

L'exercice social clos le 31 décembre 2023 a une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 2 596 227 473 euros.

Le résultat net comptable de l'exercice est une perte de 1 744 728 498 euros.

### **1. Faits significatifs de l'exercice**

#### **1.1 Situation nette négative au 31/12/23**

La perte de l'exercice conduit à une situation nette négative cumulée de 9 469 186 071 euros au 31 décembre 2023.

Afin de faire face à son passif exigible, France compétences a de nouveau sollicité ses partenaires bancaires et recouru à l'emprunt.

#### **1.2 Etat : Aides exceptionnelles de l'Etat**

Dans le cadre de la loi de finances 2023, l'Etat a octroyé à France compétences une aide exceptionnelle de 1,596 milliard d'euros. France compétences a également perçu une dotation complémentaire sur report de crédits PIC non consommés pour 231 millions d'euros.

#### **1.3 Concours bancaires 2023**

Les concours bancaires sélectionnés en septembre 2023 auprès de 5 établissements de crédit se sont élevés à 2,175 milliards d'euros. A noter qu'ils ont une durée maximale de 12 mois. Pour rappel, France compétences avait eu recours à des concours bancaires pour 2,6 milliards d'euros en 2022, 1,725 milliard d'euros en 2021 et 1,5 milliard d'euros en septembre 2020.

#### **1.4 Péréquation inter-branches alternance**

La péréquation inter-branches alternance est un dispositif qui vient en soutien aux opérateurs de compétences qui s'engagent en faveur de la formation en alternance en y consacrant une grande part de leurs ressources. Ainsi, les ressources de France compétences permettent aux OPCO qui satisfont aux conditions d'accès à la péréquation conformément aux dispositions légales et réglementaires, de bénéficier de financements complémentaires pour la prise en charge des contrats de professionnalisation, des contrats d'apprentissage et des reconversions et promotions par l'alternance (Pro A) lorsque leurs propres ressources sont insuffisantes.

En 2023, ce dispositif a permis d'accompagner la dynamique de l'apprentissage, avec plus de 826 850 entrées en apprentissage dans le secteur privé, soit une hausse d'un peu moins de 2% entre 2022 et 2023 (*sources DARES*).

#### **1.5 Dotations exceptionnelles sur disponibilités excédentaires 2022**

Le Conseil d'administration du 29 juin 2023 a décidé l'affectation des disponibilités excédentaires perçues au titre de l'exercice 2022 comme suit :

- au bénéfice de 15 associations Transitions Pro pour 111 millions d'euros ;
- au bénéfice de 2 FAF non-salariés pour 16,7 millions d'euros .

### **2. Règles et Méthodes comptables**

Les comptes annuels de France compétences ont été établis conformément aux textes suivants :

- Décret n° 2018-1331 du 28 décembre 2018 relatif à l'organisation et au fonctionnement de France compétences ;

- Règlement ANC n° 2023-07 du 10 novembre 2023 modifiant le règlement n° 2019-03 du 5 juillet 2019.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité d'exploitation ;
- Comparabilité ;
- Indépendance des exercices ;
- Permanence des méthodes comptables.

Le mode d'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celui des coûts historiques.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

## **2.1 Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (frais d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation des immobilisations.

Les principales durées de vie retenues sont les suivantes :

- Logiciels → 2 ans ;
- Agencements, aménagements et installations → 5 à 10 ans ;
- Matériel de bureau et matériel informatique → 3 ans ;
- Mobilier de bureau → 5 ans.

## **2.2 Créesances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée en cas de perte probable.

## **2.3 Règles de rattachement des ressources / financements**

France compétences dispose de ressources versées par les organismes de recouvrement que sont l'URSSAF Caisse nationale, la CCMSA et la Caisse de Prévoyance Sociale de Saint Pierre et Miquelon. Ces ressources sont comptabilisées en produits de l'exercice civil au titre duquel la participation légale est due. Ces ressources sont principalement dédiées au financement :

- de la formation des demandeurs d'emploi dans le cadre du Plan d'Investissement dans les Compétences ;
- des projets de transition professionnelle ;
- du conseil en évolution professionnelle ;
- de l'alternance : fonds régions fonctionnement et investissements des CFA, aide au permis de conduire des apprentis, versements complémentaires CNFPT, dotation alternance et péréquation inter-branches au bénéfice des OPCO ;
- du compte personnel de formation ;
- du PDC -50 ;
- du fonctionnement et des investissements de France compétences.

Ces financements sont comptabilisés en charge de l'exercice civil au titre duquel la participation légale est due.

## **2.4 Règles de rattachement des subventions**

Les aides financières prévues dans le cadre des conventions de financement entre France compétences et des organismes financeurs sont rattachées à l'exercice à hauteur des réalisations constatées et en fonction des caractéristiques définies pour chaque convention de financement.

## 2.5 Provisions

Les provisions constatées au passif du bilan concernent les opération du FPSPP non encore dénouées pour 5,1 millions d'euros, la provision pour indemnités de départ à la retraite pour 0,91 million d'euros et une provision pour litiges pour 0,28 million d'euros.

Les indemnités de départ à la retraite sont inscrites dans les comptes de France compétences. Ces indemnités ont été valorisées sur la base de l'accord collectif sur les conditions d'emploi au sein de France compétences et au regard des hypothèses suivantes :

- Départ volontaire du salarié ;
- Age de départ à la retraite des bénéficiaires à 67 ans ;
- Taux d'actualisation de 3,17 % (taux IBOXX au 31/12/2023) ;
- Taux moyen de progression des salaires de 2% ;
- Probabilité de présence des salariés à la date de départ à la retraite évaluée en fonction d'un taux de "Turn Over" et des tables de mortalité 2014-2016.

## 2.6 Règles de rattachement liées à la péréquation inter-branches

En application du décret n° 2018-1331 et du règlement ANC n° 2023-07 modifiant le règlement ANC n° 2019-03, les sommes allouées au titre de la péréquation inter-branches sont inscrites au passif du bilan, en dettes.

## 2.7 Règles de rattachement des actions liées a au budget Intervention

Ces actions réalisées et non encore comptabilisées à la clôture de l'exercice sont constatées en charges à payer, sur la base des engagements estimés et/ou notifiés par France compétences.

## 2.8 Comptabilité analytique

Le décret n° 2018-1331 du 28 décembre 2018 prévoit la ventilation du budget de France compétences selon les principes de la comptabilité analytique votés au Conseil d'Administration du 27 mars 2020.

Aussi au titre de l'exercice 2023, le budget France compétences est ventilé de la façon suivante:

Budget réalisé fonctionnement *	Personnel	Fonct.	Invests.	Total
Mission observation et évaluation	1 357 108	1 770 788	841 162	<b>3 969 058</b>
Mission financement et répartition	1 478 217	1 282 571	255 026	<b>3 015 815</b>
Mission régulation et contrôle	1 197 259	1 244 911	227 530	<b>2 669 701</b>
Mission certification professionnelle	2 874 230	2 355 344	548 792	<b>5 778 366</b>
Mission CEP	1 042 095	1 864 084	722 368	<b>3 628 547</b>
Mission transitions professionnelles	1 032 608	1 059 860	193 734	<b>2 286 202</b>
<b>TOTAL</b>	<b>8 981 517</b>	<b>9 577 559</b>	<b>2 788 612</b>	<b>21 347 688</b>

\* le montant global ventilé intègre des produits de fonctionnement pris en atténuation de charges

Budget d'intervention (hors FPSPP & reversements à l'€ l'€)	Total
Plan d'investissement dans les compétences (PIC)	800 000 000
Projets de transition professionnelle dotation 2023*	503 364 022
Projets de transition prof. dotation exceptionnelle	111 047 797
Conseil en évolution professionnelle (CEP)	72 985 046
Alternance fonds régions fonct. & invests. CFA	318 097 700
Alternance permis de conduire apprentis	37 937 144
Alternance CNFPT	12 900 061
Alternance dotation 2023	3 626 790 192
Alternance péréquation inter-branches	6 289 539 311
Compte Personnel de Formation	1 838 615 741
PDC-50 dotation 2023	553 700 425
FAF TI dotation exceptionnelle	16 723 735
<b>TOTAL</b>	<b>14 181 701 174</b>

\* dont part net sur le financement du SI commun pour 2,25 millions d'euros

### 3. Changement de méthode, d'estimation et de présentation

Aucun changement de méthode et de modalités d'estimation n'est à signaler.

### 4. Notes sur le bilan au 31/12/23

#### 4.1 Actif immobilisé

Immobilisations	Valeur brute début	Acquisitions	Diminutions	Valeur brute fin
<b>INCORPORELLES</b>				
Logiciels	13 210 402	3 462 192		16 672 594
SI commun AT Pro	2 290 197	1 233 215		3 523 412
Logiciels en cours	528 185	763 139	528 186	763 138
<b>TOTAL 1</b>	<b>16 028 784</b>	<b>5 458 546</b>	<b>528 186</b>	<b>20 959 144</b>
<b>CORPORELLES</b>				
Agencs, aménagts, installations	175 194	1 450	-	176 644
Autres immobilisations corporelles	703 283	61 854	-	765 137
Mobilier	21 651	12 256	-	33 906
Avances & accomptes	-	-	-	-
<b>TOTAL 2</b>	<b>900 128</b>	<b>75 559</b>	<b>-</b>	<b>975 687</b>
<b>FINANCIERES</b>				
Dépôts & cautionnement	20 000	-	20 000	-
<b>TOTAL 3</b>	<b>20 000</b>	<b>-</b>	<b>20 000</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>16 948 912</b>	<b>5 534 105</b>	<b>548 186</b>	<b>21 934 831</b>

#### 4.2 Amortissements

Amortissements	Valeur brute début	Dotations	Reprises	Valeur brute fin
<b>INCORPORELLES</b>				
Logiciels	10 843 272	2 653 834	-	13 497 106
SI commun AT Pro	1 293 908	1 092 949	-	2 386 857
<b>TOTAL 1</b>	<b>12 137 180</b>	<b>3 746 783</b>	<b>-</b>	<b>15 883 963</b>
<b>CORPORELLES</b>				
Agencs, aménagts, installations	8 228	17 535	-	25 763
Autres immobilisations corporelles	455 778	113 059	-	568 837
Mobilier	10 584	4 184	-	14 768
<b>TOTAL 2</b>	<b>474 590</b>	<b>134 778</b>	<b>-</b>	<b>609 369</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>12 611 770</b>	<b>3 881 561</b>	<b>-</b>	<b>16 493 331</b>

#### 4.3 Échéance des créances

Échéance des créances	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Adhérents & comptes rattachés	1 097 071 452	1 097 071 452	-
Subventions à recevoir	23 040	23 040	-
Créances fiscales et sociales	56 302	56 302	-
Autres créances	115 947	115 947	-
Charges constatées d'avance	2 447 005	2 447 005	-
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 099 713 745</b>	<b>1 099 713 745</b>	<b>-</b>

#### 4.4 Comptes de régularisation actif

Produits à recevoir	2023	2022	Variation montant	Variation %
Contribution OPCO à recevoir	9 726 744	27 481 634	- 17 754 890	-65%
Contrib. URSSAF Caisse nationale à rec.	998 906 043	1 032 819 570	- 33 913 527	-3%
Contrib. CCMSA à recevoir	59 681 786	55 298 735	4 383 051	8%
Contrib. CPS Saint Pierre & Miquel. à rec.	344 906	296 932	47 974	16%
Contrib. travailleurs indépendants à rec.	9 498 148	10 145 162	- 647 014	-6%
RAN CIF CDI & CDD à recevoir	1 261 914	2 934 718	- 1 672 804	-57%
Trop versé dotation alternance à rec.	-	66 396 124	- 66 396 124	-100%
Trop versé dotation PDC-50 à recevoir	-	36 022 818	- 36 022 818	-100%
Trop versé dotation PTP à recevoir	-	3 272	- 3 272	-100%
Excédents de trésorerie à recevoir	17 651 911	449 336 411	- 431 684 500	-96%
Subventions à recevoir	23 040	2 771 532	- 2 748 492	-99%
Créances sociales	56 302	50 814	5 487	11%
Autres créances	115 947	494 147	- 378 200	-77%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 097 266 740</b>	<b>1 684 051 870</b>	<b>- 586 785 130</b>	<b>-35%</b>

Charges constatées d'avance	2023	2022	Variation montant	Variation %
Locations mobilières	16 800	27 332	- 10 532	-39%
Locations immobilières	194 109	163 835	30 274	18%
Charges locatives	53 507	67 973	- 14 466	-21%
Licences	240 241	248 676	- 8 434	-3%
Maintenance	9 381	8 608	773	9%
Assurances	26 517	5 598	20 919	374%
Abonnement	11 333	24 477	- 13 144	-54%
Frais PTT-TELECOM	3 608	3 212	396	12%
Déplacement, hébergement	91	885	- 794	-90%
Taxe foncière	16 319	13 881	2 438	18%
Médecine du travail	9 828	9 612		0%
Marché CEP	1 862 889	562 115	1 300 775	231%
Intérêts	2 382			N/A
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 447 005</b>	<b>1 136 203</b>	<b>1 308 205</b>	<b>115%</b>

#### 4.5 Provisions pour risques & charges

Provisions	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FPSPP CPF régions	2 378 795	-	-	2 378 795
FPSPP Pôle emploi	2 674 395	-	-	2 674 395
Provisions pour litige	319 000	-	43 000	276 000
Provisions IDR	708 462	194 632	-	903 094
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 080 652</b>	<b>194 632</b>	<b>43 000</b>	<b>6 232 284</b>

#### 4.6 Échéances des dettes

Dettes	Montant brut	Un an au plus	Un à cinq ans	Plus de cinq ans
Compte Personnel de Formation	742 754 305	742 754 305	-	-
Conseil en Evolution Professionnelle	27 336 662	27 336 662	-	-
Dotation Projets de Transition Prof.	264 105 997	264 105 997	-	-
Alternance permis de conduire apprentis	4 414 861	4 414 861	-	-
Altern. péréquation inter branches 2022*	2 405 052 762	2 376 950 573	28 102 189	-
Altern. péréquation inter branches 2023*	6 360 442 899	3 817 528 364	2 542 914 535	-
Alternance CNFPT	12 899 823	12 899 823	-	-
Dotation Alternance	1 099 972 560	1 099 972 560	-	-
Dotation PDC 50	269 795 370	269 795 370	-	-
Dotation PIC **	800 000 000	130 000 000	670 000 000	-
Contributions Saint Pierre et Miquelon	344 906	344 906	-	-
Contributions intermittents du spectacle	19 972 912	19 972 912	-	-
Frais de gestion 2022 & 2023 CCMSA	1 495 312	1 495 312	-	-
Cotisations CCCA BTP	9 118 387	9 118 387	-	-
Contributions FAF TI	33 728 915	33 728 915	-	-
Dettes tiers	5 674 994	5 674 994	-	-
Dettes fiscales et sociales	2 051 117	2 051 117	-	-
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>12 059 161 782</b>	<b>8 818 145 058</b>	<b>3 241 016 724</b>	<b>-</b>

\* Concernant les dettes de péréquation inter-branches, les échéances ont été déterminées au regard des informations prévisionnelles transmises par les opérateurs de compétences.

\* Concernant la dette au titre du PIC, les échéances ont été transmises par la DGEFP et déterminées au regard des besoins prévisionnels.

#### 4.7 Comptes de régularisation passif

Charges à payer	2023	2022	Variation montant	Variation %
Compte Personnel de Formation	742 754 305	694 138 564	48 615 741	7%
Conseil en Evolution Professionnelle	27 336 662	26 443 276	893 386	3%
Dotation Projets de Transition Prof.	264 105 997	179 104 802	85 001 195	47%
Alternance permis de conduire apprentis	4 414 861	3 633 629	781 232	22%
Alternance X article 39 CFA	-	930 726	- 930 726	-100%
Altern. péréquation inter branches 2020	-	58 104 840	- 58 104 840	-100%
Altern. péréquation inter branches 2021	-	2 170 094 724	- 2 170 094 724	-100%
Altern. péréquation inter branches 2022	2 405 052 762	6 393 724 163	- 3 988 671 401	-62%
Altern. péréquation inter branches 2023	6 360 442 899	-	6 360 442 899	N/A
Altern. péréquation apprent. sans contrat	-	2 936 722	- 2 936 722	-100%
Alternance CNFPT	12 899 823	2 273 711	10 626 112	467%
Dotation Alternance	1 099 972 560	1 265 780 130	- 165 807 570	-13%
Dotation PDC 50	269 795 370	202 218 444	67 576 926	33%
Dotation PIC	800 000 000	-	800 000 000	N/A
Contributions Saint Pierre et Miquelon	344 906	296 932	47 974	16%
Contributions intermittents du spectacle	19 972 912	19 886 806	86 106	0%
Frais de gestion 2022 & 2023 CCMSA	1 495 312	4 000 000	- 2 504 688	-63%
Cotisations CCCA BTP	9 118 387	5 597 732	3 520 655	63%
Contributions FAF TI	33 728 915	33 082 995	645 920	2%